

**Accord professionnel**  
**SANITAIRE, SOCIAL ET MÉDICO-SOCIAL**  
**(ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES À BUT NON LUCRATIF)**

AVENANT N° 1 DU 6 MAI 2014  
À L'ACCORD N° 2008-01 DU 31 MARS 2008  
RELATIF AU COMITÉ DE PILOTAGE DE L'OBSERVATOIRE  
NOR : ASET1450982M

Entre :

L'UNIFED,

D'une part, et

La FNSS CFDT ;

La FSAS CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

A la suite de la publication de l'arrêté du 27 décembre 2013 fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans les activités sanitaires, sociales et médico-sociales à but non lucratif et dans le cadre de l'article 8.4 portant sur la révision de l'accord de branche n° 2008-01, l'article 6.3 est modifié.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Comité de pilotage de l'observatoire*

Les dispositions suivantes de l'article 6.3 sont abrogées :

« Le comité paritaire de pilotage de l'observatoire est composé de 10 membres pour l'UNIFED et de 10 membres pour le collège salariés à raison de deux représentants par organisation membre de la CPNE. »

Elles sont remplacées par les dispositions suivantes :

« A la suite de la publication de l'arrêté relatif à la représentativité des organisations syndicales de salariés, le comité paritaire de pilotage de l'observatoire est composé paritairement de deux représentants par organisation syndicale de salariés représentative dans la branche et d'autant de représentants des employeurs.

Les décisions sont prises à la majorité qualifiée de 155 mandats, sachant que le collège employeurs et le collège salariés disposent respectivement de 103 mandats de vote. Pour le collège salariés, chaque organisation syndicale représentative a un nombre de mandats correspondant à son pourcentage (arrondi au chiffre supérieur) de représentativité fixé par l'arrêté de représentativité en cours de validité.

Ces dispositions seront applicables jusqu'au prochain arrêté précisant la représentativité des organisations concernées. »

## **Article 2**

### *Agrément et extension*

Le présent avenant fera l'objet des formalités de dépôt et de publicité légales.

Le présent avenant est présenté à l'agrément dans les conditions fixées à l'article L. 314-6 du code de l'action sociale et des familles.

Les partenaires sociaux considèrent, par souci de cohérence et d'unicité, que cette condition suspensive s'appliquera à toutes les entreprises et à tous les établissements de la branche indépendamment du secteur d'activité concerné, social, médico-social ou sanitaire. Il n'apparaît, en effet, pas envisageable aux partenaires sociaux de permettre que le présent avenant puisse s'appliquer dans les différents établissements et entreprises relevant de la même branche de manière différée ou décalée dans le temps, voire ne s'appliquer que dans certaines entreprises ou dans certains établissements en cas de refus définitif d'agrément.

Il prendra effet le lendemain de la publication au *Journal officiel* de l'arrêté d'agrément.

Les parties conviennent qu'elles demanderont l'extension du présent avenant en vue de le rendre applicable à tous les établissements, entreprises et services concernés par le champ d'application.

Fait à Paris, le 6 mai 2014.

(Suivent les signatures.)